

COMMUNIQUÉ DE PRESSE n° PPI/RDC/113.2023 DENONÇANT ET CONDAMNANT L'INTERDICTION DE LA DIFFUSION DES INFORMATIONS NATIONALES PAR LES MEDIAS EMETTANT DANS LES ZONES SOUS CONTROLE DU M23 AU NORD-KIVU EN RDC.

« Non au musèlement de la presse, la désinformation est un poison incurable » !

L'organisation Partenariat pour la Protection Intégrée (PPI), œuvrant pour la promotion de la paix et la protection des défenseurs des droits humains dénonce et condamne haut et fort la mesure prise le 14 février 2023 par le M23, portant interdiction à tous les médias se trouvant dans les zones qu'il contrôle de prendre en relai le signal ou de diffuser les informations des médias nationaux et ceux émettant en dehors de ces zones.

PPI trouve cette décision très dangereuse car n'ayant autre objectif que d'œuvrer pour la désinformation totale et/ou favoriser l'intox de la population qui se retrouvera désormais enclavée sur le plan informationnel et obligée de consommer des fausses informations, du reste **« un poison incurable »**.

PPI note également que cette mesure est prise une semaine après que le gouvernement congolais a interdit la diffusion de toutes les chaînes du Rwanda émettant en RDC via Canal+ ; ce qui traduit la présence de la main du Rwanda dans cette « vengeance » imposée par les terroristes du M23 sur le territoire congolais dans des zones sous occupation.

PPI regrette en plus que le Rwanda, à travers le M23, puisse continuer à exceller dans les violations des droits humains sur le territoire congolais, en présence des forces de l'EAC, sans aucune réaction de leur part, mais également sous un silence total de l'union africaine et de la communauté internationale.

Voilà pourquoi, tout en condamnant cette énième violation des droits de l'Homme imposée à un peuple déjà martyrisé dans les zones occupées par le Rwanda à travers le M23, Partenariat pour la Protection Intégrée (PPI) exige la levée de cette mesure qui rentre dans le cadre des violations graves des droits à l'information.

Partenariat pour la Protection Intégrée (PPI) appelle le gouvernement de la RDC à tout mettre en œuvre pour mettre fin à cette agression de plus du Rwanda sur son territoire afin que les populations locales jouissent finalement de leurs droits fondamentaux, entendu qu'environ trente ans des tueries et d'exploitation des ressources naturelles ainsi que de perpétuation d'autres violations par le même pays voisin c'est déjà trop.

Fait à Bukavu, le 16/02/2023

Pour PPI



Maitre Pascal MUPENDA

Directeur des Programmes RDC



Bukavu/Sud-Kivu/RDC,

Avenue Kalehe (entre le croisement de l'avenue Hippodrome en quittant Nyawera et l'hôtel Elisabeth), quartier Nyalukemba, C/lbanda.

Points focaux dans les provinces de Kinshasa, Nord-Kivu, Maniema, Haut-Katanga, Tanganyika, Tshopo, Tshuapa, Ituri, Haut-Uele, Bas-Uele, Haut-Lomami, Lomami, Kasai, Kasai-Oriental, Kasai-Occidental, Kongo Central, Kwilu, Kwango, Lualaba, Mongala, Mai-Ndombe, Equateur, Nord-Ubangui, Sud-Ubangui et Sankuru.

Tél : +243 992209859

E-mail : secretariatexecutifrdc@ppi-ong.org

www.ppi-ong.org